[Impressum]

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **28 (1991)**

Heft 1053

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'adieu au socialisme ? Allons donc !

Le communisme, en tant que structure d'Etat, structure de parti et idéologie, s'écroule. C'est une bonne chose car les dégâts ont été immenses.
Les tenants du capitalisme, la droite politique se réjouissent de cet effondrement. Ils auraient tort de ne pas en profiter.
Mais cette même droite va plus loin dans ses petits raisonnements et se dit que, dans la foulée, pourquoi ne pas balayer aussi le socialisme et surtout les partis qui se réclament du socialisme.
Le débat a commencé en France mais il pointe aussi en Allemagne. En Suisse les petites «perches» (en allemand egli) frétillent au bout du lac. Beaucoup de ténors purs et durs du libéralisme affinent leurs couteaux.

L'impossible démocratie sociale...

L'amalgame entre socialisme et communisme est tentant dans une perspective électoraliste. Mais il ne tient naturellement pas la route si l'on interroge l'Histoire et considère la différence fondamentale des deux courants quant à la conception de la démocratie. D'un côté unicité et exclusivité du parti au niveau de l'Etat, de l'autre diversité interne et acceptation du pluralisme politique. Il en va de même pour la gestion de l'économie: propriété exclusive de l'Etat sur les moyens de production et direction centralisée pour le communisme, reconnaissance de formes multiples de propriété (sociétés privées, coopératives, étatique, familiale, etc) et acceptation des règles de base de l'économie de marché pour le socialisme moderne moyennant des mécanismes de correction.
Il n'est pas nécessaire de s'attarder longtemps sur ces différences de fond qui sont restées entières depuis la scission du socialisme démocratique d'avec le communisme moscovite dans les années 20-30. L'amalgame ne tient pas.
Mais il est des arguments plus subtils contre le socialisme démocratique, et qui viennent de la part de gens de gauche. Ils méritent qu'on les examine plus attentivement. Un article paru dans *Le Monde* (18.09.91) et signé par quatre membres d'un *groupe de réflexion* du mouvement *Société civile* de Bernard Kouchner retient plus spécialement l'attention. L'article s'appelle «L'Adieu au socialisme». Les quatre «penseurs» proposent tout simplement d'abandonner la notion de socialisme car la démocratie sociale ne sera jamais possible dans une société où les moyens de production sont privés. Les socialistes seraient en quelque sorte des parjures structurels, permanents, à la limite de la schizophrénie en acceptant les règles de l'économie de marché.

Caricature du mal

Les auteurs de l'article ne proposent pas cependant un retour à un socialisme de combat mais sa dissolution pure et simple. L'argument repose sur une glorification du libéralisme.
Les socialistes auraient fait du libéralisme une caricature du mal *«comme si tout ce qui n'est pas socialiste devenait libéral jusqu'au-boutiste* [...]. *Il est vrai que ces caricatures libérales existent. Il est évident que le marché, laissé à lui seul, produit des effets pervers, comme tout système. On ne peut donc laisser au marché le soin de corriger lui-même les injustices qu'il produit et de promouvoir les valeurs non-marchandes»* écrivent-ils, et l'on se reprend à espérer.
Mais la pirouette de conclusion est surprenante: *«Mais telle n'est pas la prétention ni la seule logique du libéralisme qui fonde l'économie de marché. Il faut donc renoncer à la fausse opposition entre libéraux et socialistes, qui donne à ces derniers une identité usurpée. La lutte pour la justice, la culture, la beauté ne peut pas plus se définir par opposition au libéralisme et aux effets du marché qu'en leur faisant une confiance inconditionnelle. La critique sociale est une exigence constante de nos sociétés inévitablement confrontées aux exclusions, aux injustices, à la bêtise, et à la laideur. Mais cette critique — qu'elle soit d'inspiration ouvrière, culturelle, éthique, écologique ou autre — est une dimension interne au système, et doit s'accepter pour telle.»*

Touchante naïveté

La fin de cette analyse est touchante: *«S'il nous faut abandonner, après un si long travail de deuil, l'idée du socialisme, c'est pour situer nos efforts dans la critique interne de nos sociétés, sans plus les référer à un ailleurs illusoire et terrifiant.*
Nous ne sommes pas devenus incapables de lutter pour ce que nous aimons et contre ce que nous haïssons, parce que nous nous retrouvons enfin orphelins de tout messianisme.»
Touchant mais naïf. A supposer que l'on admette ce rôle de simple «critique interne» du système libéral, il est cependant impossible de fonder une stratégie politique sur du coup par coup sans marques idéologiques de référence. Or les référents du socialisme démocratique ne sont pas ceux du libéralisme. Le socialisme prône des mesures de la *collectivité organisée* (à plusieurs niveaux institutionnels) pour lutter contre les inégalités que la société libérale sécrète inlassablement. Le libéralisme reconnaît certes la nécessité d'une certaine régulation et l'utilisation de palliatifs contre les inégalités, mais le moins possible par la collectivité organisée. Il préfère les œuvres de charité, les fondations, la Chaîne du bonheur, etc.

ici et là

● **Séances d'information sur l'application des lois fédérale et cantonale sur l'aide au logement** organisées par le Département neuchâtelois des finances. Jeudi 26 septembre à 17.30 heures à l'aula du Gymnase de Neuchâtel (faubourg de l'Hôpital 59) et jeudi 3 octobre à 16.30 heures au Club 44, rue de la Serre 64, à La Chaux-de-Fonds.
● Cycle de huit conférences publiques **Ingénieurs + environnement** du 15 octobre 1991 au 12 mai 1992 organisé par l'Ecole d'ingénieurs de Genève (4, rue de la Prairie, 1202 Genève; tél.: 022/ 44 77 50).

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur: Pierre Imhof (pi)
Ont également collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy (jpb)
François Brutsch (fb)
Charlotte Feller-Robert (cfr)
André Gavillet (ag)
Jacques Guyaz (jg)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Jeanlouis Cornuz
Claude Auroi
Abonnement: 70 francs pour une année
Administration, rédaction: Saint-Pierre 1, case postale 2612, 1002 Lausanne
Téléphone: 021 312 69 10
Télécopie: 021 312 80 40 – **CCP**: 10-15527-9
Composition et maquette: Monique Hennin Pierre Imhof, Françoise Gavillet
Impression:
Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens